

LES PRINCIPES ET PRATIQUES BANCAIRES

EN FINANCE ISLAMIQUE

BANKING PRINCIPALES AND PRACTICES

IN ISLAMIC FINANCE

Hasnaa HASSOUT, Doctorante

Ecole Nationale De Commerce Et Gestion Tanger

Université Abdelmalek Essaadi

Email : hasnaahassout.mfis2014@gmail.com

hasnaa.hassout@etu.uae.ac.ma

Téléphone : 06.76.70.9326

Abdellah AAJLY

Enseignant chercheur

Ecole Nationale De Commerce Et Gestion Tanger

Université Abdelmalek Essaadi

Email : aaabdellah@yahoo.fr

Mohamed TAHROUCH

Enseignant chercheur

Ecole Nationale De Commerce Et Gestion Tanger

Université Abdelmalek Essaadi

Résumé

Ce présent papier considère les banques islamiques comme un modèle de finance éthique et équitable, vu que l'interdiction de l'intérêt est la caractéristique majeure de la banque islamique qui la distingue le plus nettement de la banque conventionnelle. Aux yeux des Occidentaux, cela semble une restriction étrange, mais les pays chrétiens eux-mêmes ont maintenu une telle interdiction pendant 1400 ans. Cet article présente une étude de l'évolution historique des principes de financements islamique sur différentes périodes comme élaboré par les savants. Il fournit une vision intégrée et critique des principes islamiques de financement, les subtilités de la loi islamique et les principes religieux et éthiques qui sous-tendent la banque islamique. Il examine ensuite les pratiques bancaires islamiques à la lumière de la Shari'ah.

Mots-clés : finance islamique, banque islamique, finance éthique, principes bancaires, pratiques bancaires

Abstract

This present paper views Islamic banking as a model of ethical finance, as the prohibition of interest is the major feature of Islamic banking that most clearly distinguishes it from conventional banking. Nowadays, this seems like a strange restriction to Westerners, but Christian countries themselves have maintained such a ban for 1,400 years. This article presents a study of the historical evolution of the principles of Islamic financing over different periods as developed by scholars. It provides an integrated view of Islamic financing principles, the intricacies of Islamic law, and the religious and ethical principles that underpin Islamic banking. He then examines Islamic banking practices in light of the Shari'ah.

Keywords: Islamic finance, Islamic banking, ethical finance, banking principles, banking practices

Introduction

Il est difficile de préciser le début de l'activité bancaire islamique, mais le consensus fait qu'elle a vu le jour en Egypte, plus précisément à MIT Ghamr pendant les années 1960. Mais ce n'est qu'après le milieu des années 1970 que ces activités ont débuté dans d'autres pays musulmans. Au Maroc l'industrie bancaire participative est nouvelle, mais elle a parcouru un long chemin. Entre autres, la finance islamique n'est pas une création récente, elle date depuis l'avènement de l'islam, mais elle ne dispose pas d'une définition unique et exacte. En effet ce terme est utilisé pour désigner les activités financières et commerciales qui respectent les principes de la jurisprudence et du droit islamique, généralement désigné sous la dénomination « charia », et qui est basée sur cinq principes fondamentaux qualifiés de piliers de l'islam financier, et qui décident de la licéité de ses contrats et produits islamiques.

La finance islamique se différencie de la finance conventionnelle par sa vision alternative de la valeur travail et du capital, ce qui exige un partage juste entre le prêteur et l'emprunteur du risque. Cette idée découle des cinq piliers et s'inscrit dans la voie islamique large qui est la charia où ses sources sont celles de la charia elle-même.

I. HISTORIQUE DE LA FINANCE ISLAMIQUE

L'industrie de la finance islamique s'est développée fortement au cours de ces cinquante dernières années, ainsi elle a une origine très ancienne mais elle a connu un développement d'une rapidité surprenante. Cependant, ses fondements essentiels reposent sur l'unicité de dieu et se basent sur les textes sacrés ; ainsi ils existaient dès leurs élaborations au temps du prophète Mohamed (saaws) et ce n'est que tardivement qu'ils ont connu une formalisation.

Le commerce était la principale activité de la tribu des Qurayshites, or une grande partie de ses caravanes étaient financées par des personnes qui ne les accompagnaient pas. Et même au cours de leurs batailles, les Qurayshites utilisaient des fonds accumulés au moyen du *riba*, qui était une pratique profondément enracinée dans l'Arabie préislamique.

Les premières pratiques financières islamiques ont été utilisées par les commerçants il y a des siècles avec l'avènement de l'islam, dans les pays musulmans. Les livres historiques écrits pendant les premières années de l'islam indiquaient qu'au cours du premier siècle de l'islam (600 après J.C), certaines formes d'activités bancaires existaient et étaient similaires aux transactions bancaires modernes. Et même il y a quinze ans avant le début de la révélation, le prophète Mohamed (saaws) a entrepris un commerce avec Khadija qui ressemblait à un contrat *moudarabah* vu que le bénéfice net du commerce est partagé entre le propriétaire (*rab al mal*) et le travailleur (*mudarib*) après sa réalisation effective à la fin de la transaction.

Mais des siècles après, les banques dans ces pays musulmans offrent des produits standards de la finance conventionnelle. Et ce n'est qu'à partir de 1940 que quelques expériences d'utilisation des techniques traditionnelles ont vu le jour en Malaisie et au Pakistan, ensuite en Egypte par des économistes et des banquiers.

Depuis les années 1970, le système financier islamique s'est développé suite à la forte augmentation du prix du pétrole, où des établissements furent créés afin de gérer les dépôts selon les principes de la *charia* dans les pays du Golfe.

1975 fut l'année de la création de la DUBAI ISLAMIC BANK (DIB), et aussi la création de la banque islamique de développement (BID) à Djeddah par l'Arabie Saoudite, la Libye, les Emirats Arabes Unis et le Koweït. Ensuite la création de la KOWEIT FINANCE HOUSE (KFH) en 1977, la BAHREIN ISLAMIC BANK (BIB) en 1979.

Mais ce qui attira l'attention de certains banquiers occidentaux fut la création du groupe DAR AL MAAL AL ISLAMI (DMI) en 1982 à Genève avec un capital de 1 milliard de dollars Américain. Tout de même une concurrence acharnée a eu lieu avec la création de deux autres groupes : AL RAJHI GROUP spécialisé -avant d'obtenir le statut de banque et d'être spécialisé en financement des PME en Arabie Saoudite- en 1984 dans les opérations de change et de transfert de fonds ; et AL BARAKA GROUP qui employa son réseau dans les pays musulmans du sud de l'ex URSS, Moyen-Orient et Maghreb.

Or, certains pays tels le Pakistan (1979), le Soudan et l'Iran (1983) procèdent à l'islamisation complète de leur système financier. Alors que dans les années 1990, le système financier conventionnel a connu l'ouverture de fenêtres islamiques au sein de ses banques conventionnelles.

Les années 2000 ont été caractérisées par le lancement de nouveaux produits islamiques et par l'internationalisation des activités du secteur financier islamique. 2001 a connu la création de nouveaux produits financiers islamiques, citons les Sukuks qui ont été émis au sein des trois Etats : Malaisie, Bahreïn et Qatar.

Depuis sa création il y a plus de quarante ans, le nombre de banques islamiques dans le monde est passé d'une en 1975 à plus de 300 dans 75 pays (EL Hachloufi 2013). Cependant, cette évolution continue a été suivie de nombreuses étapes intéressantes, pour arriver enfin au Maroc.

L'arrivée d'un parti islamiste sur la scène politique en 1997 et sa prise du pouvoir en 2012 étaient deux facteurs cruciaux afin que les banques islamiques voient le jour au Maroc.

La première expérience était en 2007 avec l'instauration de trois contrats bancaires : Moucharaka, Mourabaha et Ijara ; mais malheureusement elle n'a pas rencontré le succès espéré.

En 2012, un projet d'amendement de la loi bancaire favorisant les banques participatives a été soumis par la banque centrale pour consultation, résultat d'une situation de sous-liquidité qui s'est accentué depuis 2008 ; cependant la finance islamique s'est vue comme une soupape de financement.

De ce qui précède, la finance islamique est connue depuis l'avènement de l'islam, or la finance islamique contemporaine s'est développée suivant trois étapes :

L'étape de la fondation

La première étape est la fondation qui s'est étirée de 1963 à 1970 :

1963 : création de la caisse d'épargne Mit Ghamr en Egypte, remplacée ensuite par la Nasser Social Bank, et qui avait pour objectif d'attirer l'épargne thésaurisée des plus défavorisés.

1969 : création du Tabung Haji, un fond islamique d'entraide en Malaisie qui a assuré la bancarisation des plus démunis et qui à ce jour joue un rôle important et majeur dans le développement économique de ce pays.

1970 : création de l'organisation de la coopération islamique (OCI).

L'étape de l'expansion

L'étape suivante est l'expansion allant de 1974 à 1975 :

1975: création de la banque islamique de développement (BID)

1975: création des premières banques islamiques : Kuwait Finance House, Dubai Islamic Bank, Faisal Islamic Bank in Egypt, Jordan Islamic Bank.

L'étape de la structuration et de la normalisation des transactions

Enfin la dernière étape qui est la structuration et la normalisation des transactions islamiques allant de 1990 à nos jours :

1990: création de l'Accounting and Auditing Organization for Islamic Finance Institutions (AAOIFI)

2003: création de l'Islamic Finance Service Board (IFSB)

2004: création de l'Islamic Bank of Britain

2011: lancement de l'International Islamic Benchmark Rate (IIBR)

2013: publication de la nouvelle loi sur la titrisation dans le bulletin officiel du 5 septembre 2013. Ayant pour objectif la constitution d'un comité Sharia qui doit être nommé par un décret royal.

2014: le 25 novembre 2014, le parlement marocain a approuvé la nouvelle version du code bancaire dont le troisième titre est consacré aux banques participatives (Loi n°103.12 relative aux établissements de crédit et organismes assimilés).

2016: en juin 2016 demande d'agrément pour créer des banques participatives ensuite les premières circulaires de Bank Al-Maghrib. En Août 2016, publication de la loi 59.13 de l'assurance Takaful.

2017: octroi des premiers agréments en Janvier.

II. LES SOURCES ET PRINCIPES DE LA FINANCE ISLAMIQUE

La finance islamique s'inscrit dans un système légal basé sur l'éthique musulmane qui indique la ligne de conduite dans tous les domaines de la vie des musulmans tout en incluant le domaine économique. Ses sources et principes sont diverses mais se basent sur la charia, et sans elle on aura affaire qu'à un système traditionnel.

2.1. Les Sources Et Principes De La Finance Islamique

« L'islam repose sur un large corpus de règles, que l'on nomme la charia, destinées à encadrer tous les aspects de la vie des hommes, y compris ceux touchant à l'économie et la finance » (Jouaber-Snoussi, K., 2012).

Quant au domaine juridique, la doctrine musulmane se base sur un agencement des textes et des sources qui alimentent la jurisprudence islamique. Ils constituent l'origine du droit musulman, qui est une partition de règles qui instaurent entre ce qui est permis et ce qui ne l'est pas. Ces règles sont aussi l'origine des rudiments de la finance islamique qui se doit de respecter les préceptes religieux.

Ainsi, les majeurs sources de la finance islamique sont cinq : le saint Coran et la Sunnah qui constituent les bases essentielles du droit musulman qui reste ouvert aux interprétations et développements à travers l'Ijtihad, passant par l'Ijma et le Qiyass.

2.1.1 Le Coran

Le coran est le livre sacré de tous les musulmans et la source principale du droit musulman. Il s'agit bien des paroles de Dieu révélées à notre prophète Mohamed (saaws) en langue arabe, et a été écrit entre 610 et 632 après J.C. ; il comporte 114 sourat et chaque sourat contient un certain nombre de versets. En législation islamique, le Coran représente ce qui est la constitution dans les législations séculaires des autres nations, il contient 500 injonctions de nature légale dont 20 portent sur des sujets économiques. Et vu qu'il est une constitution, il évoque les préceptes et les règles avec des textes sommaires alors qu'il ne s'engage que très peu dans les développements et les détails sur la manière de procéder.

Les 500 injonctions déjà citées se divisent en quatre catégories :

- les injonctions concises : ce sont des injonctions précises mais non détaillées, la manière de leur procédure n'est pas développée ; tel la prière, le jeûne, ...
- les injonctions concises et détaillées : ce sont des injonctions plus détaillées, et peuvent être précisées par le biais du Hadith. Généralement, ces injonctions régissent les relations entre les musulmans et les non musulmans.
- Les injonctions détaillées : ce sont des injonctions qui acquièrent toute leur précision par le Coran et nulle autre précision ne doit être cherchée en d'autres sources. Parmi ces commandements nous trouvons les lois régissant l'héritage.
- Les principes fondamentaux de conduite : ces principes ne disposent pas de définitions claires, et afin de les bien définir et les mettre en pratique, on fait recours à l'Ijtihad.

A garder en esprit que le saint Coran est le premier niveau de législation musulmane.

2.1.2 La Sunnah

La Sunnah est l'ensemble des dires et des actions du prophète (saaws), c'est-à-dire sa pratique ordinaire, et aussi ses approbations ou désapprobation. Certains savants ajoutent aussi à cette définition ses traits personnels. D'après l'échelonnement de la législation islamique, la Sunnah vient juste après le saint Coran et comporte l'explication de ce qui est concis, l'élucidation de ce qui est vague, et la restriction de ce qui est absolu ainsi qu'elle traite ce qui n'est pas évoqué dans le Coran. La Sunnah est caractérisée par son appartenance à Dieu, son non-interchangeabilité avec n'importe quelle loi, et son unicité et immutabilité à tous les humains et les êtres.

Plusieurs auteurs en certains livres ne font pas la distinction entre Sunnah et Hadith, le Hadith est narratif, il rapporte ce que le prophète (saaws) a dit, fait, approuvé ou désapprouvé. Alors que la Sunnah s'agit des normes comportementales, c'est sa pratique (saaws).

2.1.3 L'Ijmaa

L'Ijmaa est la troisième source de législation se situant après la Sunnah. Il peut être défini par l'accord complet des savants de la religion, à une époque donnée à partir d'une règle légale islamique précise. Ce consensus est la résultante de la compréhension, de l'interprétation et de l'application du Coran et de la Sunnah. Et n'importe quelle règle de droit prise par ce procédé ne doit jamais contredire le Coran ou la Sunnah.

« L'Ijmaa a été établi pour faciliter l'application de la charia dans les affaires mondaines ; si nous prenons les modèles des banques islamiques comme exemple, ils ne sont mentionnés ni dans le Coran ni dans la Sunnah, même si les principes fondamentaux qui les régissent y sont évoqués. Donc cette source de norme est assez importante pour la finance islamique. » (HASSOUT. et AAJLY, 2020).

2.1.4 Le Qiyass

Le Qiyass ou l'analogie est la déduction par analogie à partir des lois établies. Il consiste à comparer entre deux éléments, le premier à la lumière du deuxième ; par exemple, dans la mesure où certaines substances nuisent au corps humain et altèrent l'esprit, la consommation de drogue est interdite sur la même base que l'alcool est interdit.

2.1.5 L'Ijtihad

L'Ijtihad est l'effort de réflexion personnelle des Oulémas ou Muftis et juristes musulmans, basé sur les principes généraux de l'islam afin de déduire le droit musulman ou pour informer les musulmans de la nature d'une action en interprétant les textes fondateurs de l'islam (HASSOUT et AAJLY, 2020))

L'Ijtihad englobe « ra'ey » qui est l'opinion et « quiass » qui est l'analogie, il est aussi un élément important assurant la dynamique de la charia.

2.2 Les principes de la finance islamique

L'activité financière islamique s'est développée au cours du temps, soit en faisant revivre les anciens produits ou en créant des nouveaux. Et vu qu'elle fait référence aux préceptes de l'islam et à la théorie économique et sociale islamique, il y a eu certaines interdictions concernant l'intérêt et l'usure dans les pratiques des transactions. Aussi bien, ces transactions doivent reposer sur le principe du partage des profits et des pertes, la connexion à l'économie réelle et l'intermédiation dans l'investissement. Ainsi, la finance islamique repose sur des principes à composante positive et d'autre à composante négative.

Tableau 1 : principes de la finance islamique

Principes à composante positive	Principes à composante négative
l'adossement à des actifs tangibles ou l'asset-backing	l'interdiction du prêt à intérêt ou « riba »

la participation aux pertes et profits (principe 3P)	l'interdiction du risque excessif (gharar)
	l'interdiction des activités illicites

Source : effort personnel

2.1.1. L'adossement A Des Actifs Tangibles

Les transactions financières doivent porter sur un actif tangible, réel et détenu pour qu'elles soient valides par la charia, car la finance islamique est dans tous les cas rattachée à l'économie réelle ; ce qui empêche le débranchement observé aujourd'hui entre les marchés financiers et l'économie réelle.

2.1.2. La Participation Aux Pertes Et Aux Profits

Le rendement du contrat islamique est lié à la rentabilité du projet et non à l'intérêt qui est prohibé. Ainsi, les investisseurs des banques islamiques sont comparés à des actionnaires qui reçoivent des dividendes lorsque la société réalise un profit, ou qui perdent lorsque la société réalise une perte. C'est pourquoi les deux parties assumant un risque ont intérêt à s'engager dans des opérations rentables et à travailler à la réussite du projet financé.

La rémunération dans le système islamique diffère de celle en système conventionnelle :

- pour les banques conventionnelles :

$$R T^l = P_2 - P_1$$

P_1 : le montant de l'emprunt accordé au client

P_2 : remboursement de l'emprunt + l'intérêt

- pour les banques islamiques :

$$\text{Revenu d'une période} = T_{ppp} * (R - C)$$

T_{ppp} : taux de partage des profits et pertes prévu dans le contrat

R : total des revenus de la période

C : total des coûts

¹ La différence est un montant déterminé à l'avance, les paiements ont lieu selon un échéancier.

Comme déjà cité, le Tppp est désigné selon des accords mutuels, et il peut varier entre 25%-75% et 40%-60%, où l'investisseur et le déposant² sont propriétaires de la plus grande partie.

« N'oublions pas de citer quelques avantages dont dispose ce principe :

- la coopération entre le capital et l'expérience devraient nécessairement mener au développement économique ;
- le bénéfice perçu par le financier est équitable et à la hauteur du rôle effectif joué par son capital dans le développement économique ;
- ce système libère l'individu de l'apathie et la passivité du déposant escomptant un intérêt facile. » (ELMOHANDIZ, 1999).

2.1.3. L'interdiction Du Prêt A Intérêt Ou « Riba »

Parmi les théories modernes qui motivent l'intérêt, nous avons celles de FRIEDMAN qui considère que le taux d'intérêt équivaut à la productivité marginale du capital dont il est la rémunération, et KEYNES voit que l'intérêt est simultanément le prix que l'emprunteur consent pour acquérir la liquidité. Par contre, ROBERTSON prolonge l'analyse en mettant l'accent sur les mouvements du marché des fonds prêtables, où le taux d'intérêt présente pour lui le prix de l'usage à un moment donné.

Et pour les courants de pensée qui interdisent l'intérêt nous avons trois théories :

- La théorie de généralisation : où le Riba est considéré comme tout ce qui dépasse le capital prêté, et que ça soit un intérêt excessif ou modéré, ou bien un intérêt sur prêt à la consommation ou prêt à la production ; il est HARAM.
- La théorie de limitation : qui considère que l'intérêt interdit par l'islam est tout ce qui touche aux prêts de consommation dont le capital est remboursé en premier et ensuite le Riba. Alors que le taux d'intérêt sur prêt pour production investi dans les projets rentables, ne constitue pas l'intérêt interdit mais il est tolérable.
- La théorie modérée : cette théorie définit le Riba comme étant le bénéfice usuraire sur des sommes prêtées, donc cette théorie autorise le Riba en cas de besoin.

Et comme nous allons voir ensuite le poids de cette interdiction depuis le coran et la Sunnah, il est important de noter que la quasi-totalité des économistes et penseurs musulmans font partie

² Les investisseurs et les déposants peuvent être comparés à « Rab Almal » puisque ce principe trouve son origine dans le contrat Moudaraba.

de la théorie de généralisation, alors que la théorie de limitation et modérée essayent de détourner cette interdiction et ne reposent pas sur une base islamique appropriée, donc on peut les nommer « des théories modernistes ».

Ainsi l'intérêt interdit comprend l'intérêt pratiqué sur un capital prêté³, le rééchelonnement des dettes⁴ et l'échange des six sortes de biens cités dans le Hadith du prophète Mohamed (saaws) : *{L'or s'échange avec l'or, l'argent avec l'argent, le blé avec le blé, l'orge avec*

l'orge, les dattes avec les dattes, le sel avec le sel, de la main à la main, à qualité et quantités égales.}

Ajoutons aussi que l'intérêt n'est pas expressément interdit dans le saint coran (Sourate Al Baqara, versets 275-277, versets 279 ; Sourate Al Imrane, verset 130 ; Sourate Anissaa, versets 160-161, Sourate Arrooum, verset 39.)

Mais aussi en religion juive le tarbit (intérêt) était interdit en premier temps, mais ensuite a été autorisé pour les opérations de prêts pour les étrangers :

« De l'étranger tu peux exiger un intérêt, mais de ton frère tu n'en exigeras point, afin que l'Eternel ton dieu te bénisse dans tout ce que tu entreprendras dans le pays où tu vas entrer pour en prendre possession. »⁵

« Si tu prêtes de l'argent à mon peuple, au pauvre qui est avec toi, tu ne te comporteras point avec lui en usurier ; vous ne mettez point sur lui d'usure. Moïse »⁶

Pour les chrétiens, la pratique de l'intérêt a été condamnée d'une manière implicite : « Si vous prêtez à ceux dont vous espérez recevoir, quel crédit est-ce cela pour vous ? Même les pêcheurs prêtent aux pêcheurs pour qu'ils puissent recevoir en retour un montant égal. Mais aime tes ennemis, et fais le bien, et prête, sans ne désespérer personne »⁷. Mais ensuite ils ont fait une distinction entre intérêt et usure⁸.

2.1.4. L'interdiction Du Risque Excessif « Gharar »

³ Augmenter le montant à rembourser en contrepartie d'un paiement différé.

⁴ Augmentation du capital d'une dette échue en contrepartie d'une prolongation d'une échéance.

⁵ Deutéronome, 23 : 19,20.

⁶ Exode, 22 :25.

⁷ Luc, 6 :43,65.

⁸ En religion musulman, cette distinction n'est pas faite puisque le terme « riba » est utilisé.

« Le terme gharar signifie littéralement l'incertitude et le hasard, il fait référence à la vente de biens dont l'existence et les caractéristiques ne sont pas certaines (taille, prix, couleur, date de livraison, échéance, montant de remboursement...), et en finance islamique les opérations et les transactions doivent nécessairement être transparente et claire, de manière à ce que les différentes parties soient en connaissance des valeurs de leurs échanges. (HASSOUT et AAJLY, 2020) » Et comme notre prophète Mohamed (saaws) : {L'envoyé de Dieu a interdit de vendre la portée d'une chamelle avant que celle-ci ne mette bas} (rapporté par Alboukhari et Mouslim). Car l'incertitude peut mener à un déséquilibre entre les pertes et les profits des différentes parties du contrat, ce qui va générer le déséquilibre du principe du partage des pertes et profits ; autrement dit, ce principe tire son interdiction du fait que le contrat lui-même ne doit laisser aucune zone d'incertitude quant à son déroulement et exécution. Et si le risque zéro (intérêt) n'est pas toléré en islam, le risque maximal qui est l'incertitude ne l'est pas tout autant.

« Et il y a 4 conditions qui identifient une transaction comme incertaine (BENNANI, 2014):

- que l'incertitude couvre la majorité des clauses du contrat ou de la transaction : telle que la vente d'un bien impossible à livrer, la vente d'une récolte qui n'est pas encore apparue, la vente d'un bien qui n'est pas la propriété du vendeur, ou que l'on est pas sûr de trouver sur le marché lors de la conclusion du contrat de vente ;
- que l'incertitude couvre les transactions commerciales de ventes et d'échange, car nous ne pouvons parler d'incertitude en ce qui concerne les contrats à titres gracieux tels les cadeaux, les dons et donations ;
- que l'incertitude couvre l'un des constituants de l'objet du contrat : objet, quantité, qualité,... ;
- que l'incertitude touche un contrat dont aucune des parties n'a nul besoin ou est en situation d'obligation morale pour son acceptation. »

2.1.5. L'interdiction Des Activités Illicites

La finance islamique est une finance d'après (CAUSSE-BROQUET, 2012), éthique et responsable, c'est pourquoi l'objet de l'investissement ne doit pas être dans une activité interdite par la charia ou une transaction illicite. Et sont considéré comme activité illicite l'investissement dans le secteur d'alcool, la viande porcine, l'armement, la pornographie, les jeux du hasard, et aussi les opérations avec les entreprises considérées comme des compagnies écrans.

Ajoutons aussi que certaines formes de contrats sont considérées illicites, tel le rachat à une personne d'un bien qu'on lui a précédemment vendu, ou les contrats double. A ce stade, (IQBAL, 2007) a donné un exemple illustrant la raison pour laquelle le rachat d'un bien précédemment vendu est interdit :

« A vend sa maison à B pour un prix payé comptant de 500000 dollars US, en même temps, la rachète à crédit pour 600000 dollars US. On voit que le résultat final est l'échange de 500000 dollars US maintenant contre 600000 dollars US demain. L'écart de prix n'est autre chose que le prix du temps. »

Afin de ne pas tomber dans le piège de l'illicite, un examen de compatibilité des investissements avec la charia doit être réalisé dans tous les projets de financement islamique.

Grosso modo, les piliers de la finance islamique ont vu le jour avec l'avènement de l'islam, lors des transactions entre les commerçants et les caravanes ; mais l'interdiction de l'intérêt qui fait partie des principes généraux de cette discipline et qui est basée sur la charia, n'est pas né avec l'islam, mais remonte au culte juif.

A noter aussi, qu'occasionnellement et exceptionnellement, certaines institutions financières islamiques pratiquent des transactions portant sur intérêt. Cependant une purification des profits et nécessaire, c'est pourquoi les dividendes provenant de ces transactions sont transférés au compte Zakat suivant un ratio de « purification » qui est égal au revenus provenant d'activités illicites/le total des revenus :

Ratio de purification=

$$\frac{\text{revenus provenant d'activités illicites}}{\text{total des revenus}}$$

III. LES PRATIQUES ET LES ACTIVITES BANCAIRES ISLAMIQUES

Les produits bancaires islamiques se présentent sous forme de contrats auxquels s'appliquent des règles qui se basent sur les principes vu précédemment. Et ces contrats sont sous différentes formes : contrat de société, contrat de vente, et contrat d'une opération sans contrepartie. En

effet, dans ce cadre la banque intervient comme étant un copropriétaire et qui est rémunérée suivant son apport au financement du projet.

3.1. Le Droit Des Contrats Islamiques

Le droit musulman des contrats ne se base pas sur une théorie générale, mais sur des cas vu la multitude des droits musulmans que chacun d'eux correspond à différentes écoles : hanafite, malékite⁹, chaféite, et hanbalite.

Le Coran comme étant source de législation et de finance islamique, dispose de certains versets précisant ce qu'il conviendrait de faire lors de certaines opérations. D'après sourat ALBAQARA verset 282-283, il est obligatoire d'exiger des documents écrits après chaque transaction, et prescrit aussi de prévoir des résolutions aux défaillances possibles qui peuvent subvenir :

« Ho, les croyants ! Quand vous vous endettez d'une dette à échéance déterminée, écrivez-la ; et qu'un scribe l'écrive, entre vous, en toute justice ; un scribe n'a pas à refuser ce que Dieu lui a enseigné ; qu'il l'écrive, donc, et que dicte le débiteur... Faites-en témoigner par deux témoins d'entre vos hommes ; et à défaut de deux hommes, un homme et deux femmes d'entre ceux des témoins que vous agréez, en sorte que si l'une s'égare, l'autre puisse la rappeler... Mais si vous êtes en voyage et ne trouvez pas de scribe : eh bien, nantissez-vous d'un gage. »
(S. Albqara, V 282-283)

Aussi bien dans sourat ALMAIDA verset 1, on trouve une injonction concernant le respect des contrats, c'est une obligation impérative :

« Ho les croyants, remplissez les contrats ». (S. ALMAIDA, V 1)

3.1.2. La Liberté Des Contrats

Pour la liberté des contrats, certains auteurs, penseurs et jurisconsultes en font un débat, surtout en l'absence de règles divines spécifiques applicables ; ainsi, la licéité et l'illicéité de la liberté des contrats reste une question ouverte que sa réponse varie d'une école à une autre, selon l'Ijtihad de chaque jurisconsulte, et selon la divergence d'opinions entre les différents comités de la charia. Autrement dit, une opération approuvée par l'un peut être refusé par l'autre.

⁹ Le Maroc suit l'école malékite, et ses principes qui sont plus proche du droit occidental.

Pour Ibn Taymiyya, qui est l'un des plus grands jurisconsultes de l'école hanbalite au XIV^{ème}, la liberté des contrats n'est pas permise si un texte divin l'interdit, sinon elle est permise, autrement dit « tout ce qui n'est pas défendu est autorisé » : « Le fait de masquer un principe ou l'énoncer dans un contrat est permis et valide. Le contrat est prohibé et non valide s'il y a un texte explicite du Coran ou de la Sunnah ou un Qiyass qui prouve sa prohibition et invalidité »¹⁰.

Au contraire de la position forte d'Ibn Taymiyya, l'école littéraliste ou école Zahiri, soutient que les faiseurs de lois cherchent à modifier l'état normal de l'ordre des choses. D'après eux, un changement ne pourrait être que le fait d'une activité divine.

Aujourd'hui, nous pouvons considérer que le principe qui est généralement admis est celui qui est conforme à la fatwa d'Ibn Taymiyya : « *Tout ce qui n'est pas défendu est autorisé* ». Et afin de justifier quelques exceptions aux interdictions de la charia, les jurisconsultes font recours au principe de la nécessité (darura) qui permet une marge de manœuvre certaine. C'est suite à cet effet que de ventes à terme comme l'Istisnaa et Salam -qui sont contraire au principe de l'interdiction du Gharar- sont admises. Cependant, les musulmans désirant acquérir un bien à crédit peuvent emprunter à intérêt s'il n'y a pas autre voie et ne peuvent faire autrement.

Mais sur des zones plus conservatrices¹¹, certains produits ne sont pas sur le marché, en effet, cette position austère limite les cofinancements de projets et les transactions entre les banques islamiques et les banques conventionnelles.

Notons également que certains organismes comme l'AAOIFI¹² et l'IFSB entreprennent des efforts en matière de coordination et de standardisation afin d'aboutir à une réglementation générale des droits. L'AAOIFI a entrepris depuis sa création à Alger en 1991, une œuvre importante de codification des normes juridiques et financières du droit musulman requises pour les opérations de financement islamiques. A ce jour, plus de quarante normes ont déjà été publiées en arabe et en anglais, et vingt-et-une en français.

3.1.3. Les Règles Générales Des Contrats

D'après le juriste Chahata, le droit romain a eu pour apport essentiel de dégager une théorie générale de l'obligation qui, à partir de règle générale permet de traiter un cas précis par

¹⁰ Ibn Taymiyya, Al-Fatwa, 3 :474.

¹¹ Tel l'Iran

¹² Basée à Bahreïn

l'application d'un certain nombre de mécanisme. Et au contraire, le droit musulman ne dispose pas de principes généraux comparables à ceux du droit romain ; en effet d'après (GERRY, 2013), le droit musulman et un droit empirique basé sur l'étude des cas.

Pour Geneviève Causse, le droit français est issu du droit romain et présente plus de similitudes avec le droit musulman que le droit anglo-saxon. De ce fait, (IQBAL, 2007) énonce les dix règles à respecter et qui sont relatives aux différents éléments du contrat :

- La liberté de détermination des conditions du contrat ;
- L'accord conscient se situant dans les limites de la charia ;
- L'interdiction de prendre la propriété d'autrui sans compensation ;
- Le bénéfice mutuel (équité dans les engagements réciproques) ;
- Interdiction du riba et du gharar ;
- L'attribution du profit en fonction de la prise de risque ;
- La fourniture du maximum d'information ;
- Evitement d'externalités négatives pour les trois parties ;
- L'interdiction de l'échange inégal ;
- Respect à la fois de la lettre et de l'esprit du contrat.

Selon (IQBAL, 2007), le respect des règles citées précédemment couvre 90% des interdictions. Et les différents éléments du contrat que ces règles respectent sont les parties contractantes, l'objet du contrat et l'accord des parties :

- Les parties contractantes : dans le droit islamique et selon la réglementation générale des contrats, au moment de l'exécution du contrat les parties contractantes doivent être saines mentalement et adultes.
- L'accord des parties : l'approbation est l'élément important et fondamental du contrat, il dépend de l'intention qui peut se manifester sous différentes formes. Grosso modo, les parties doivent s'entendre sur le prix et l'objet du contrat.
- L'objet du contrat : l'objet du contrat doit verser dans une activité licite, être à la propriété du vendeur, et exister au moment du contrat. Il doit y avoir la capacité de livrer le bien au moment de l'exécution du contrat. Et le bien peut être en cours de construction au moment de la vente, mais il doit être spécifié clairement.

3.2. L'activité Bancaire Islamique

Après des décennies de pratique bancaires islamiques, on peut dire que les institutions financières islamiques sont devenues une réalité universelle et progressent à un rythme satisfaisant. En cette sous-section, nous allons analyser le fonctionnement des banques islamiques, ainsi que leurs structures.

3.2.1. Le Mode De Fonctionnement Des Banques Islamiques

Plusieurs choix sont possibles sur le plan pratique, et leurs impacts est considérable au niveau stratégique. On traitera ci-dessous les formes organisationnelles et développement des banques islamiques.

Toutes les banques en général peuvent être classifiées selon deux critères, soit leurs objectifs soit leurs domaines d'activité :

- En fonction des objectifs :
 - Les banques sociales (Mit Ghamr Saving Bank)
 - Les banques islamiques de développement : elles assurent le financement des projets de développement dans les pays musulmans.
 - Les banques islamiques commerciales : englobent la majorité des banques islamiques (Abu Dhabi Islamic Bank, Bahreïn Islamic Bank,...).
 - Les banques islamiques Holding telles DMI, International Islamic Banking System, Al Baraka Group: pour assister les banques commerciales en identifiant les opportunités d'affaires dans les pays musulmans.
- En fonction de leur domaine d'activité :
 - La banque islamique de détail : tout comme la banque conventionnelle, les banques de détails islamiques proposent des produits et services adaptés aux besoins des particuliers. La Dubaï Islamic Bank est la première banque islamique créée comme étant banque de détail.
 - La banque islamique de gros : c'est la majeure partie des banques islamiques, elle comprend à la fois des banques d'investissement dont les clients sont des entreprises et des banques islamiques de détail. Cette forme de banque investit massivement dans les secteurs à forte valeur ajoutée, et finance les projets s'inscrivant dans le MLT.

Après avoir traité les formes organisationnelles des banques islamiques on traitera leurs formes de développement.

A côté des banques 100% islamique qui ne proposent que des produits conformes à la charia et qui font 50% du marché de la finance islamique, il existe des banques qui offrent des produits islamiques sans que l'établissement soit totalement islamique.

Mais la forme la plus courante et celle des fenêtres dont la part n'est pas négligeable et qui peut être de deux types :

- Fenêtre islamique de banque locale : suite à des pressions de l'environnement provenant des clients en attente d'une offre alternative (Maroc), ou suite à des volontés politiques (Pakistan, Iran,...), ces fenêtres s'ouvrent et constituent la première étape pour se familiariser avec le système avant la création d'une banque 100% islamique.
- Fenêtre islamique de banque internationale : les banques conventionnelles créent des fenêtres pour offrir un service additionnel et faire profiter la clientèle de leur expertise internationale. La réussite de l'expérience de ces fenêtres peut conduire la banque à les transformer en filiales ou succursales. Ce fut le cas par exemple de CITICORP qui a été présente au Bahreïn depuis 1987 et qui fini par créer sa filiale islamique 15 ans plus tard.

3.2.2. Le Système Management Des Banques Islamiques

Le système de management des banques islamiques concerne le système de gestion du système financier islamique, sa gouvernance et sa comptabilité.

Au niveau de la gouvernance, et comme c'est le cas pour les banques conventionnelles, les banques islamiques sont gouvernées par les conseils d'administration mais aussi par un comité charia puisque plusieurs secteurs d'activités sont interdits. Ces comités sont composés généralement de 4 à 7 individus spécialisés dans la jurisprudence commerciale islamique, et qui ont pour tâche de valider la conformité des produits et services proposés, vérifier la conformité des transactions avec la loi islamique, calculer et payer la Zakat due,...

La banque islamique peut créer des produits et services pour faire face aux exigences complexes du marché de deux manières :

- En associant le comité charia dans la gestion de la banque : les gestionnaire s'occupent des aspects techniques des produits et services et consultent préalablement le comité qui se charge d'apprécier leur conformité.
- En formant les dirigeants aux principes de la charia : la formation des dirigeants aura pour conséquence que les produits et services proposés ne soient pas en rupture avec les préceptes de l'islam.

Au niveau de la comptabilité, et puisque les banques islamiques proposent des produits et services dont la nature est différente de ceux proposés par les banques conventionnelles, leur comptabilisation sera différente. Cependant l'AAOIFI a mis en place des procédures comptables standards à appliquer par la banque islamique.

- Le passif d'une banque islamique englobe en plus des fonds propres, des dépôts sous forme de comptes courants ne recevant aucune rémunération ou bien en tant que comptes d'épargne à CT¹³, et des comptes d'investissement caractérisés par le partage des profits et des pertes et qui constituent la majeure partie du passif.
- L'actif est composé en plus des immobilisations, des investissements à CT et à faible risque¹⁴, investissements à MT¹⁵, investissements à LT¹⁶.

IV. LA GOUVERNANCE ET LA STRUCTURE EN PLACE DES BANQUES ISLAMIQUES

4.1. L'organigramme Des Banques Islamiques

En général, dans une entité organisationnelle, les centres de responsabilité sont différents. Au sein des banques conventionnelles, les activités sont classées soit en activités courantes de banques (gestion de dépôts,...) ou de guichet ; soit en activités financières qui comportent les activités de marché, de gestion administrative. Ainsi l'organigramme comporte une structure où l'on trouve les entités spécialisées selon le type d'activités. Alors qu'en banque islamique, les activités de marché et de conseil sont peu présentes, par contre on trouve plutôt des entités chargées des activités courantes.

4.2. La Gouvernance Et Structure En Place

En général, les banques islamiques sont administrées par un conseil d'administration, élu par l'assemblée générale, et qui délègue une partie de ses pouvoirs au directeur général placé sous contrôle.

4.2.1. Les Organes De Gestion

¹³ Contrat de Mourabah

¹⁴Mourabaha, Salam

¹⁵Ijara, Istisnaa, Moudaraba

¹⁶Moucharaka

L'assemblée générale des actionnaires désigne les membres du conseil d'administration qui délègue ses fonctions à un directeur général.

- Le conseil d'administration : est composé d'administrateurs, nommés par l'assemblée générale des actionnaires, leur nombre est déterminé par les statuts, lorsqu'un siège est vacant, il est occupé par le candidat ayant recueilli le plus nombre de voix lors des élections du conseil d'administration. Les conditions d'administration sont : être musulmans, être titulaire d'un nombre d'action exigé par les statuts, ne pas être un fonctionnaire à la banque. La durée du mandat est de 3 ans.
- Le directeur général : c'est une personne physique déléguée par le conseil d'administration et à laquelle il délègue une partie de ses pouvoirs qu'il exerce sous son contrôle.
- Les assemblées générales des actionnaires : composées des assemblées générales ordinaires et extraordinaires. Elles sont convoquées par le conseil d'administration ou par les actionnaires. Leurs réunions sont présidées par le président du conseil d'administration, et un quorum doit être atteint pour que les assemblées puissent délibérer¹⁷.

4.2.2. Les Organes De Contrôle

Les organes de contrôle comprennent les censeurs comptables et le contrôle religieux (ZAOULI, 2006) :

- Les censeurs comptables : nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui fixent la durée de leur fonction et leur rémunération. Afin que les décisions relatives à la gestion de la banque soient prises en connaissance, les censeurs comptables établissent un rapport sur le bilan.
- Le conseil religieux est composé par un président et par plusieurs membres, qui ont été élu suite au choix des Oulémas. Tout comme les censeurs comptables, la durée de leur fonction ainsi que leur rémunération, sont déterminées par l'assemblée générale des actionnaires. Ce conseil a pour mission d'émettre des opinions quand à la légitimité religieuse de certains projets.

CONCLUSION

¹⁷ Dans le cas de la Fayçal Islamic Bank of Egypt, le quorum est de 60% du capital pour l'assemblée générale ordinaire, et au moins 66% du capital pour les assemblées générales extraordinaires.

La finance islamique est un moyen pour financer l'économie à l'aide de produits compatibles à la charia qui s'impliquent directement dans le développement économique et qui suivent le droit islamique des contrats.

Autrement dit, la banque islamique est fondée sur la charia, qui exprime une intention explicite de répondre aux besoins financiers des participants avec intégrité et d'une manière juste, et honnête, tout en assurant une répartition équitable des richesses selon certains fondements :

- vénérer les bénéfices et non pas les intérêts,
- l'argent n'est que du capital potentiel, et il ne peut pas être traité comme une marchandise,
- l'argent contre marchandise et non pas argent contre argent,
- le partage de risque et non pas le transfert de risque,
- le profit doit s'accompagner de responsabilité et d'efforts,
- tous les produits sont soumis à la charia.

Grosso modo, nous pouvons dire que l'essentiel de la banque islamique réside en:

- La viabilité commerciale
- Le financement des clients nécessite le partage des profits et des pertes
- La conformité à la loi
- La conformité à la charia
- L'exigence d'un cadre réglementaire

BIBLIOGRAPHIE

○ Article de revue

- AGHA A., HARRACHE B., (2017), La Mesure Du Risque Commercial Déplacé Par La Méthode Var, Étude Théorique Et Pratique : Cas De La Banque Islamique Du Bahreïn. Les Cahiers du Cread, 33 (122), 23 p.
- AIT MALHOU, F. et MAIMOUN, A. (2020). L'expérience marocaine en finance participative : Bilan et défis à relever. Recherches et Applications en Finance Islamique, 4 (2), 197-215
- AKACEM, M., & GILLIAM, L.,(2002). Principles of Islamic banking: debt vs. equity financing. Middle East Policy, 9 (1), 124-138.
- ARISS, RT., (2010). Competitive conditions in Islamic and conventional banking: A global perspective. Review of Financial Economics, 19 (3), 101–108.
- ASANOVA, Altynai., JAXYBEKOVA, Galiya., GUMAR, Nazira., NURGALIYEVA, Aliya., NURMAGAMBETOVA, Azhar., (2018), « Liquidity risk evaluation », Revista Espacios, 39 (16), pp 41-59.
- BOURI , Abdelfatteh., DAMI, Hayet., (2017), «Les déterminants internes qui évaluent la performance des banques islamiques : cas de la zone de Moyen Orient et Afrique du Nord», La revue gestion et organisation , 9 (2), pp. 92-103.
- CHONG, B. S., & LIU, M. H., (2009), “Islamic banking: Interest-free or interest-based?” Pacific-Basin Finance Journal, 17 (1), pp 125 – 144.
- DIEDERIK VAN, S., (2001), “Islamic Banking”, The Arab Bank REVIEW, 3 (1), pp 45-52.
- HABIB, A., (2011), “Maqasid al-Shari’ah and Islamic financial products: A framework for assessment”, ISRA International Journal of Islamic Finance, 3(1), pp 149-160.
- HABIB, A. (2014). “Islamic Banking and Shari’ah Compliance: A Product Development Perspective”. Journal of Islamic Finance, 3(2), pp 15–29.
- HANIF, Muhammad., & IQBAL, Abdullah Muhammad., (2010), “Islamic financing and business framework: A survey”. European Journal of Social Sciences, Volume 15(N°4), pp 475-489.
- HASSOUT, H. et AAJLY, A., (2020), « Les déterminants de l'évaluation et de la gestion des risques dans les banques islamiques ». International Journal of Business and Technology Studies and Research, 2 (2), p. 13 pages
- HELMY, M., (2012), « Risk management in Islamic banks», MPRA Paper No. 38706, 64 p.
- IQBAL, Z., (1997), “Islamic Financial Systems”. Finance & Development, pp 42–45
- KHAN, F., (2010), “How ‘Islamic’ is Islamic banking?”. Journal of Economic Behavior & Organization, 76 (3), pp 805-820.
- KHAN, M., (2011), “Islamic banking practices: Islamic law and prohibition of Riba”. Islamic Studies, 50 (3/4), pp 413-422.
- KHAN, T. et AHMED H., (2002), « La gestion des risques : Analyse de certains aspects liés à l'industrie de la finance islamique ». Banque Islamique de Développement, institut islamique de recherche et de formation, document occasionnel n°5, Djeddah-Arabie Saoudite.

- KHURSHID, A., (2000). “Islamic Finance and Banking: The challenge and prospects”. Review of Islamic Economics, 9, pp 57-82.
- KYEONG, P.R., PIAO, S. Z. and NAM, D., (2012), «A Comparative Study between the Islamic and Conventional Banking Systems and Its Implications». Scholarly Journal of Business Administration, 2 (5), pp 48-54.
- LEWIS, M. K., (2008), “In what ways does Islamic banking differ from conventional finance? “ Journal of Islamic Economics, Banking and Finance, 4 (3), pp 9-25.
- RAJESH, A. Et TARİK, Y., (2000), “Islamic Banks And Investment Financing”. journal of money, credit and banking, 32 (1) pp 93-120
- SADIQUE, M. Ab., (2010), “Islamic banks‘ dilemma between ideals and practice: Debt or equity”. Global Journal of Management and Business Research, 10 (2), pp 147-150.
- SAMAD, A., GARDNER, N. D., & COOK, B. J. (2005), “Islamic banking and finance in theory and practice: The experience of Malaysia and Bahrain”. The American Journal of Islamic Social Sciences, 22 (2), pp 69-86.
- SHAHID, A., SHAGUFTA, AHMAD, N., AHMAD, H., & SHAFIQUE, M. N., (2015). “An exploratory study of SHARI’AH compliance in Islamic banking: Evidences from Bangladesh”. Arabian Journal of Business and Management Review (Nigerian Chapter), 3 (9), pp 37-44.
- SIDDIQI, M. N. (2006), “Islamic banking and finance in theory and practice: A survey of state of the art”. Islamic Economic Studies, 13 (2), pp 2-48.

○ **Livre**

- ALDO, L., (2012), Finance islamique : opérations financières autorisées et prohibées, vers une finance humaniste , Paris : Gualino-Lextenso éd, 251p.
- AL-SUWAILEM, S., (2006), La couverture de risque en matière de finance islamique, Jeddah : Banque Islamique de Développement, 150 p.
- AUSAFA, A., (1993), Contemporary Practices Of Islamic Financing Techniques, Jeddah: IRI, Islamic Development Bank, 75 p.
- BEDDARI, El M., (2017), De la finance islamique à la banque participative au Maroc, Casablanca : La croisée des chemins, 152 p.
- CAFOURI, A. H., (2000), ISLAM ET ECONOMIE : réflexion sur les principes fondamentaux de l’économie islamique, Paris V : Les éditions ALBORAQ, 357 p.
- CAUSSE-BROQUET, G., (2012), La finance islamique, Paris V : RB édition, 2ème édition, 204 p.
- DURCHSLAG, A. Et REUTERS, T., (2010), ISLAMIC FINANCE : Instruments and markets, London: Bloomsbury Information Ltd, 238 p.
- GUERANGER, F., (2009), Finance islamique : une illustration de la finance éthique, Paris : édition DUNOD, 272 p.
- HAMZA, F., (2007), Ingénierie Financière : GESTION DE PORTEFEUILLE, Rabat : Top Press, 2ème édition, 232 p.
- JOUABER-SNOUSSI, K., (2012), La finance islamique, Paris: La Découverte, 128 p.
- RHANOUI, S., (2020), Gestion des risques dans le système bancaire islamique : enjeux et perspectives pour le Maroc, Rabat : édition El Maarif Al Jadida, 406 p.
- RONCALLI, T., (2009), La gestion des risques financiers, Paris : ECONOMICA, 560 p.

- SYED, N. A., (2010), ISLAMIC FINANCE: Innovation and Authenticity, U.S.A: Library of Congress, 330 p.
- USMANI, M. T., (2002), An introduction to Islamic finance. The Hague, London : Kluwer Law International. 67 p.
- USMANI, M. T., (2007), An introduction to Islamic finance, Karachi, Pakistan: Maktaba Ma'ariful Qur'an, 152 p.
- VAN GREUNING, H. and IQBAL Z., (2008), risk analysis for islamic banks, Washington, D.C.: The World Bank, 280 p.
- VAN PRAAG, N., (1995), Credit management et credit scoring, Paris : Economica (Collection gestion poche), 112 p.